



*Direction des services techniques et
de l'aménagement*

Tél. 03 20 66 58 27

STA/LP/SF/GM/TR-240301-0284

ARRETE N° ARR/2024/ST/081

Nous, Maire de la Ville de HEM,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu le Code de la Route,
Vu l'arrêté ministériel du 24 novembre 1967 sur la signalisation routière modifié par des arrêtés subséquents,
Vu l'article L2125-1 du code général de la propriété des personnes publiques et suivants,
Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1 – huitième partie – signalisation temporaire),
Vu la délibération DEL/2023/ECO/19 du 1^{er} février 2023 réglementant l'occupation du domaine public et fixant le montant des redevances,
Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale de prescrire les mesures nécessaires pour assurer la sécurité du public,
Considérant que la mise en place d'une benne et d'un engin de levage face au 7,9, et 11 Avenue De Gorghemetz à Hem par la société DUBOIS COUVERTURES va créer une gêne aux usagers et empiétera sur le domaine public, il y a lieu de prendre toutes mesures utiles pour réglementer ce secteur.

ARRETONS

ARTICLE 1 : À compter du 6 mars 2024 et ce, jusqu'au 11 mars 2024, le stationnement face au 7,9, et 11 Avenue De Gorghemetz à Hem considéré comme gênant sera interdit et exclusivement réservé au stationnement d'une benne de chantier.

ARTICLE 2 : À compter du 6 mars 2024 et ce, jusqu'au 11 mars 2024, le stationnement de tous véhicules, cycles et motocycles, considéré comme gênant, sera interdit sur une longueur de 20 mètres sur la zone de stationnement face au 7,9, et 11 Avenue De Gorghemetz à Hem.

ARTICLE 3 : Le dépôt de la benne ne pourra se faire que sur la chaussée le long du trottoir, en prenant soin de protéger l'arête du trottoir.

ARTICLE 4 : La circulation des piétons sera interdite au droit du chantier et fera l'objet d'une déviation sur le trottoir opposé.

ARTICLE 5 : L'entreprise DUBOIS COUVERTURES devra assurer la signalisation diurne et nocturne ainsi que la propreté des abords de la benne.

ARTICLE 6 : Par application législative toute occupation ou utilisation privative du domaine public donne lieu au paiement de la redevance telle que prévue par délibération reprise aux visas.

ARTICLE 7 : Détail de la redevance

Vu la délibération DEL/2023/ECO/19, alinéa 9, « *Pour les activités privées, une période gracieuse d'occupation du domaine public de 5 jours est appliquée, la redevance n'est due qu'à compter du 6^{ème} jour. Cette exonération ne s'applique pas aux grues.* », le calcul de la redevance est fixé comme suit :

Période d'occupation	Période de calcul	Nature	Tarif	PU	Unité	Quantité	Montant
Du 6/03/24 au 11/03/24	Du 11/03/2024 au 11/03/2024	Benne	Benne	3 €	Par jour	1	3€
Montant total dû							3 €

Cette redevance sera réclamée en totalité par la Trésorerie Principale de Villeneuve d'Ascq à la société Dubois Couvertures. Le paiement sera à effectuer après réception d'un avis de sommes à payer émis par cette trésorerie.

ARTICLE 8 : Madame la Directrice Générale des Services et la Police Municipale de la Commune de Hem, Monsieur le Commissaire de Police de Roubaix, Monsieur le Commandant de la Gendarmerie de Lille et Monsieur le Comptable assignataire de Villeneuve d'Ascq sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

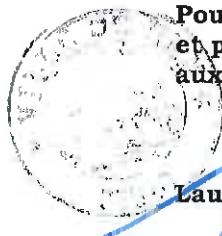
ARTICLE 9 : Une ampliation du présent arrêté sera envoyée au Commissariat Central de Roubaix, au Commissariat de Police de Hem, à la Gendarmerie de Lille, au Centre de Secours de Roubaix, à la Métropole Européenne de Lille, à ILEO, à Ilévia, à la Sté Esterra et à la société Dubois Couverture – Zoning Industriel de l'Epinett- 59422 ARMENTIERES.

Fait à HEM, le

- 2 MARS 2024

Pour Le Maire de Hem
et par délégation, l'Adjoint à l'Aménagement,
aux Travaux, à la Voirie et au Numérique.

Laurent PASTOUR



Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication. Conformément aux dispositions de la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.